

The cover features a white background with abstract organic shapes in blue, pink, and orange. The text is centered on the left side. The year '2020' is notably larger than the words 'RAPPORT' and 'ANNUEL'.

RAPPORT ANNUEL 2020

les
Gracques

LE MOT DU BUREAU

*Bernard Spitz,
Philippe Crouzet,
Florian Giraud,
Diane Derat-Carrière*

Chers amis,

Tout a été dit sur l'année 2020, à commencer par le fait qu'elle a été un accélérateur qui a mis en évidence les forces et faiblesses des organisations comme des individus.

Le confinement nous a incités à prendre la parole et à développer des propositions économiques. Elles ont été accueillies avec intérêt, relayées dans les médias et ont conduit à des adhésions nombreuses, venant de différents milieux et générations.

Nous allons continuer sur cette lancée en 2021 avec la rédaction d'un ouvrage à l'automne.

En 2011 nous avons publié « Ce qui ne peut plus durer » (éditions Albin Michel). C'était un an avant l'élection présidentielle. 10 ans après, le temps est venu de mettre à jour nos doctrines et nos priorités sur des sujets qui dépassent le strict champ de l'économie pour nourrir le débat à venir dans notre pays. En toute indépendance, avec la volonté de rester ce « groupe de réflexion et de pression » selon les mots par lesquels Jean Daniel nous a définis.

C'est à cela que nous allons nous consacrer dès la rentrée.

D'ici là, bonnes fêtes à tous et très bonne année 2021!

2020 EN BREF

- DES PUBLICATIONS
- DES ÉVÈNEMENTS
- UNE COMMUNAUTÉ

les
Gracques





DES PUBLICATIONS

POUR UNE STRATEGIE DE FONDS PROPRES

Avril 2020 - "Le choc économique exogène massif provoqué par la crise du Coronavirus ne ressemble à aucune des crises précédentes : il ne passe ni par l'industrie financière, ni par des effets de cycles industriels."



Pourquoi l'Etat devrait apporter des fonds propres aux entreprises en difficulté

terra nova
LE THINK TANK PROGRESSISTE

COVID-19

POUR UNE STRATEGIE DE FONDS PROPRES

PROPOSITION DE PLAN DE RELANCE POST COVID POUR PRÉSERVER L'OUTIL DE PRODUCTION ET SAUVEGARDER L'EMPLOI EN FRANCE

PAR LES GRACQUES

NOS ANALYSES À RETROUVER SUR WWW.TNOVA.FR

RÉUSSIR LA REPRISE DÈS LE TROISIÈME TRIMESTRE

Mai 2020 - "Le confinement aura été du point de vue économique le plus grand choc connu par le pays en temps de paix. La perte d'activité instantanée s'élève à un tiers et atteint même 50 % sur le champ marchand. Sur l'ensemble de l'année, le FMI et le Gouvernement anticipent désormais un recul du PIB de près de 8 % en 2020, contre 2,9 % en 2009 pendant la crise financière."

Le Monde

Coronavirus : « Depuis le 11 mai, c'est bien un sprint économique qui est lancé »

Cinq membres de l'association Les Gracques proposent au gouvernement d'opérer un soutien budgétaire sélectif pour relancer la consommation, et recréer les conditions psychologiques de la confiance nécessaires à une reprise économique.



EN COUVERTURE

Le plan des Gracques pour ne pas se laisser distancer par l'Allemagne

Exclusif. Pour le groupe de réflexion, poil à gratter social-libéral, Macron doit aller plus vite. Sans dilapider l'argent que nous n'avons pas.

PAR ÉTIENNE GERNELLE

C'est la grenouille de la social-démocratie française. Les Gracques, ce groupe de hauts fonctionnaires et chefs d'entreprise dont l'inspiration doit beaucoup à Michel Rocard, a tendance à se manifester dès que la gauche déraile. Nés en 2007 pour s'inquiéter des errements programmatiques de Ségolène Royal, alors candidate à la présidentielle, ils s'étaient publiquement opposés aux premières orientations de François Hollande, notamment à la taxe de 75 % sur les hauts revenus. Si la grenouille coasse de nouveau, cela signifie-t-il que le « social libéral » Macron est soudain devenu un socialiste façon 1987 ? Après avoir, dans l'urgence, « nationalisé les salaires », comme il l'a dit au *Point* (n° 2486), Emmanuel Macron va-t-il se convertir à ce qu'il dénonçait autrefois, quand, à propos du programme économique de Hollande, il parlait de « Cuba sans le soleil » ? Ce serait paradoxal pour lui, qui fut d'ailleurs proche des Gracques.

Ces derniers disent toutefois que nous n'en sommes pas là. Il y a trois semaines, ils avaient publié un rapport sur les fonds propres des entreprises. Cette fois-ci, ils s'attaquent à la relance économique en général. Au cœur de ce document précis et raisonnablement optimiste que révèle *Le Point* se trouve néanmoins un avertissement attention à la relance keynésienne généralisée, dont nous n'avons pas les moyens. « Notre endettement excède de 40 points de PIB celui de l'Allemagne, alors qu'ils étaient encore comparables en 2010 », précise la note. Ce serait en outre inefficace, les auteurs relevant que l'argent consenti lors de la crise des Gilets jaunes s'est largement transformé en épargne.

Les Gracques proposent donc des mesures ciblées afin de relancer la croissance en combinant de l'argent public et la mobilisation de l'épargne accumulée

pendant le confinement (55 milliards d'euros). Le soutien budgétaire serait plus concentré sur les populations les plus pauvres, celles dont la propension à consommer est la plus importante, et les moins protégées par le modèle social français, comme les commerçants, artisans, indépendants et professions libérales, dont ils recommandent d'améliorer le fonds de solidarité.

Surtout, selon les Gracques, il faut aller beaucoup plus vite. Lors d'une visioconférence sur Zoom, ils proclament tout l'état d'urgence économique. « Nous sommes moins partis d'une critique du gouvernement que d'une comparaison avec l'Allemagne, qui redémarre plus vite », explique Ariane Obolensky, l'ex-présidente de la Fédération bancaire française. « L'Allemagne a annoncé en même temps son plan d'urgence et son plan de relance, contrairement à la France, souligne Lionel Zinsou, figure de la finance française et ancien Premier ministre du Bénin. Et, en faisant sauter les verrous sur les aides d'État, elle est en train de reproduire ce qu'elle a réalisé au moment de la réinflation, avec l'intégration des Länder de l'est. » Bernard Spitz, président des Gracques, relève, lui, que s'est formé outre-Rhin « très vite un consensus entre le gouvernement, les entreprises et les syndicats pour élaborer un scénario de rebond ».

Dès le 11 mai, « c'est bien un sprint économique qui est lancé pour rattraper le temps et la croissance perdus », annoncent les Gracques. Philippe Crouzet (qui vient de quitter la tête de Vallourec) estime ainsi qu'il « y aura un rebond technique, avec la reconstitution des stocks, mais tout cela pourrait retomber très vite ». Un défi pour l'État, qui, comme le rappelle le financier Guillaume Hanzein, « sait encore réglementer, mais n'est plus habitué à le faire... En gagnant quelques mois, la production française pourrait, selon les Gracques, retrouver son niveau de 2019 dès 2022. Juste à temps pour l'élection présidentielle... »

VAINCRE LA DÉFIANCE, LEVER LES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT

Mai 2020 - "N'en doutons pas: le temps de la relance sera le moment d'un nouvel impératif industriel. Les Etats européens, au moment où ils interviennent de façon massive dans l'économie, disposent d'une opportunité unique pour redéfinir leurs orientations de politique industrielle, avec un enjeu majeur de coordination au niveau de l'Union."



« En matière de sécurité, l'Etat ne doit pas être l'arbitre qui décide. Il doit accompagner les entreprises et les salariés », considère Philippe Crouzet, ancien président du directoire de Vallourec et membre des Gracques. Photo Gonzalo Fuentes/Reuters

Comment accélérer la reprise de l'activité économique

Plaidoyer pour la « bonne relance »

PAR LES GRACQUES

Dernière chance. Déjà fragilisée avant la crise, la France n'a plus droit à l'erreur. Les dix préconisations du groupe de réflexion social-libéral.

Les mesures d'urgence économique prises au printemps ont créé une ligne de défense efficace, en « gelant » temporairement l'économie tout en préservant le revenu disponible des ménages grâce au chômage partiel, au fonds de solidarité et aux prêts garantis par l'Etat. En dépit du pessimisme ambiant, les premiers résultats sont là. Si le PIB a baissé de 14 % en France au premier trimestre, contre 15 % en zone euro et 11 % en Allemagne, l'activité a fortement repris depuis la sortie du confinement (7 % en juillet, contre - 40 % en avril), sous l'effet du rebond de la consommation, qui a aujourd'hui dépassé son niveau d'avant crise. Un tel retournement n'a qu'un seul précédent historique, celui du troisième trimestre de 1948. Alors que le gouvernement tablait au début de l'été sur un recul de 11 % du PIB en 2020, les instituts de conjoncture anticipent désormais une hausse de l'ordre de 9 %. Mais poursuivre dans cette voie défensive ne serait ni soutenable ni souhaitable. La France ne peut se permettre de geler durablement son tissu productif, alors qu'elle a abordé cette crise lourdement endettée et structurellement en déficit, sur le plan budgétaire comme commercial. Rappelons que le gouvernement s'attend désormais en 2020 à un déficit public de 11,5 % du PIB qui porterait la dette à plus de 120 % du PIB.

Ce serait par ailleurs inefficace économiquement, tant cette crise paraît de nature à accélérer les transformations des modes de consommation, de l'organisation du travail et des équilibres productifs. Si dix ans ont été nécessaires pour porter la part du commerce électronique

de 6 à 18 %, trois mois ont suffi pour atteindre 26 %. La crise entraînera dès lors nécessairement des réallocations qu'il s'agira d'accompagner et non de bloquer: le chiffre de 70-800 salariés touchés par les plans sociaux depuis le début du confinement doit ainsi être mis en regard des 10 000 emplois que l'économie française détruit et crée chaque jour en moyenne. Le temps de l'offensive par la relance est donc venu. L'objectif, comme nous l'indiquions dès avril, doit être de retrouver en 2022 le PIB de 2019.

Priorité aux jeunes et à l'investissement
Churchill disait qu'il fallait voir l'opportunité dans chaque difficulté. Nous y sommes. La contrainte économique nous oblige à être efficaces; la contrainte financière à être sélectifs; la contrainte environnementale à vendre la croissance; la contrainte technologique à investir dans la numérisation.

Cette crise, en amplifiant tout par un effet de loupe, met en valeur les forces et les faiblesses de chacun. L'Allemagne a pu dépenser sans compter grâce à un effort de maîtrise de la dépense publique qui lui avait permis de ramener son endettement à 60 % du PIB en 2019, contre 98 % en France. Si notre pays a su préserver le pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages, la situation des jeunes et des indépendants, traditionnellement mal protégés par notre modèle social, apparaît préoccupante. La dégradation du marché du travail au deuxième trimestre a d'abord concerné les jeunes, dont le taux d'emploi a connu une chute sans précédent (- 2,0 points, à 16,6 %).

Churchill disait qu'il fallait voir l'opportunité dans chaque difficulté. Nous y sommes.

Sur le plan productif, si la consommation a fortement rebondi, ce sont les secteurs les plus riches en importations qui en ont été les principaux bénéficiaires. Le commerce extérieur, qui a amputé la croissance de 2,3 points au deuxième trimestre, demeure une source de fragilité. À cet égard, le plan de relance doit être l'occasion de remédier à certaines faiblesses des premiers plans de soutien. Les entreprises ont été moins protégées que les ménages: elles conservent à leur bilan une part substantielle des pertes liées au confinement (24 % selon la Banque de France, 33 % selon l'Observatoire français des conjonctures économiques). Cela a renforcé leur tendance naturelle à surréagir défensivement en période de crise, en suspendant l'embauche des jeunes et en gelant les investissements. Si le soutien aux entreprises a été moins important, ses modalités en outre ont été marquées par une « rence pour la dette », par le biais de prêts garantis par l'Etat, au détriment de propres, alors que les leviers les plus importants. Il est désormais possible de rééquilibrer les bilans: nous l'appelions de nos vœux dès avril. A cela s'est ajouté le soutien des dirigeants de PME

continuité de certains services publics, aux tentatives d'instrumentalisation du risque sanitaire par certains syndicats et aux contradictions du discours public sur les masques et les tests, qui ont également contribué à une démotivation nuisible à l'investissement. En l'état, la crise risque ainsi d'accélérer le déclin de notre appareil productif: sur l'ensemble de l'année 2020, l'investissement devrait chuter deux fois plus fortement que le PIB (- 20 %) d'après la Banque de France et l'OCDE. L'économie française ne pourra pourtant pas se permettre d'attendre six ans pour que l'investissement industriel retrouve son niveau initial, comme ce fut le cas après la crise financière de 2008. Ces constats indiquent clairement deux priorités pour la relance: l'emploi des jeunes et l'investissement productif. Car c'est bien des entreprises que viendront les réponses aux questions de l'emploi, de la croissance - à fortiori dans sa composante verte - et du financement des transferts sociaux.

Bon et mauvais plan
Comme l'a dit Mario Draghi: « La dette créée par la pandémie est sans précédent et devra être remboursée, principalement par les jeunes d'aujourd'hui. Il est donc de notre devoir de leur fournir les moyens d'assurer le service de cette dette. » Il faut donc distinguer la « bonne dette », qui prépare l'avenir en finançant le capital humain, la recherche ou encore l'investissement, de la « mauvaise dette », qui ne trompera pas indéfiniment les marchés et sera financée à perte par les jeunes générations. Dans le cas de la France, à quel rythme biterait un mauvais plan de relance? Ce serait le soutien indifférencié à la demande, selon l'approche keynésienne

classique, qui aurait un effet modeste sur l'activité tout en nourrissant fortement l'épargne - déjà en hausse de 75 milliards d'euros depuis le confinement - et les importations. Nous ne proposons donc pas de baisser la TVA, comme l'a fait l'Allemagne. Ce serait retarder le financement des dépenses courantes pesant durablement sur la situation structurelle des finances publiques, alors que notre situation budgétaire invite au contraire à privilégier les mesures temporaires et réversibles. Ce serait retarder l'adaptation des entreprises et des services publics aux standards de productivité mondiaux qui décideront de notre place dans le monde de demain, alors qu'il faut au contraire faire de cette crise un levier de transformation pour adapter notre économie aux mutations engagées en matière de consommation, de robotisation, de numérique, de décarbonation, etc. Ce serait la poursuite d'une politique industrielle rhétorique, cherchant des champions nationaux et multipliant les procédures éparpillées et cloisonnées, au lieu d'aligner par un pilotage central tous les guichets financiers publics sur les priorités de compétitivité et de souveraineté économiques, tout en faisant collaborer l'ensemble des acteurs depuis la recherche jusqu'à l'industrie Darpa.

Ce serait risquer de perdre le plein bénéfice de la crise, et de ne pas être en mesure de saisir l'opportunité de la relance. Ce serait le soutien indifférencié à la demande, selon l'approche keynésienne

POUR UN CONSEIL SCIENTIFIQUE PLANÉTAIRE

Juillet 2020 - "Pour un groupe international de scientifiques indépendants sur la santé. Il nous faut une structure indépendante, fiable et qui puisse s'exprimer sans censure (...), un dispositif international léger mais efficace qui contribuera à mieux contrôler les pandémies de demain."

Pour un conseil scientifique planétaire

Par Les Gracques*

AVERTISSEMENTS ont été lancés au risque d'une pandémie mondiale bien avant la crise actuelle. De nombreuses voix se sont notamment élevées, dont George Bush en 2005 et Bill Gates en 2015. Dans beaucoup de pays, dont la France, cela n'a pas eu de conséquences sur les décisions prises pour se préparer. La question est donc : pourquoi les avertissements n'ont-ils pas été entendus ? Évoquant des épidémies, la prévention et l'identification de l'agent infectieux et la riposte doivent s'organiser à plusieurs niveaux :

• Au niveau national, avec la préparation du pays et de son système de santé en amont du déclenchement de pandémie (équipements, stocks de matériel, formation des personnels soignants, éducation à la santé...) puis la « conduite de la guerre » une fois l'épidémie déclarée ;

• Au niveau international, grâce à un réseau d'alerte épidémiologique présent dans tous les pays, une coordination de l'information et des recommandations. C'est le rôle de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) nationale.

Le constat se double d'un élément politique évident : l'information sur les pandémies fait partie des stratégies des gouvernements, qui n'ont pas toujours, face aux épidémies, fait la seule priorité d'alerter l'opinion, d'informer les citoyens et de mettre en place un cordon sanitaire.

C'est ce qui concerne le Covid-19, il est évident qu'il y ait eu des défaillances : la prévention de l'émergence d'une maladie infectieuse et dans l'absence de signaux d'alerte à partir de la Chine. Il y a aussi des débats sur l'indépendance de l'OMS face à la puissance des États. À l'aune de ce

constat, il est crucial que toutes les occasions d'échange d'informations et de coopération entre les États soient désormais mises à profit.

Concrètement, peut-on agir plus rapidement sur la détection précoce des risques d'épidémie, sur l'envoi d'alertes au niveau mondial et, de façon plus permanente, sur l'émission de recommandations à l'adresse des États quant aux précautions à prendre ?

Il faut d'abord que l'information existe ; et pour cela que le monde dispose d'un réseau d'information sur la naissance des épidémies, ayant un

« Il nous faut une structure indépendante, fiable et qui puisse s'exprimer sans censure face aux pandémies »

haut niveau de qualité et de fiabilité. L'OMS dispose d'un outil de grande qualité créé en 2000 : le Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie (Goarn). Lors des dernières épidémies, ce réseau a produit des informations fiables qui ont été utilisées dans le monde entier.

Ce qui a dysfonctionné dans le cas présent concerne l'exploitation de l'information par l'OMS. C'est donc à ce second stade qu'il faut apporter une amélioration : pour contourner le risque d'enlisement tenant à des

raisons politiques, il faudrait qu'il existe une structure scientifique indépendante qui ait la légitimité pour recueillir les informations sur de possibles risques d'épidémie émanant de différentes sources institutionnelles (dont le Goarn) ou de lanceurs d'alerte indépendants.

Ce groupe scientifique devrait – et c'est décisif – pouvoir s'exprimer publiquement sur tous les médias, sans être soumis, de la part d'États ou d'organisations internationales, à une censure ou un filtrage susceptibles de retarder ou de modifier son message.

Ce groupe scientifique pourrait aussi, de façon plus permanente et sans connexion avec un danger imminent, faire des recommandations aux États sur les meilleures politiques de préparation à d'éventuelles pandémies.

Nous pensons que cette question devrait être considérée comme urgente et avoir la priorité sur l'analyse rétrospective nécessairement longue de ce qui s'est passé dans chaque pays et sur le plan international, ainsi que sur les éventuelles propositions de réforme de l'OMS. Faisons en sorte que cette crise nous permette de mettre en place un dispositif international léger mais efficace qui contribuera à mieux contrôler les pandémies de demain. ●

* Premiers signataires : Pascal Blanchard, historien, Philippe Crouzet, industriel, Thierry Drilhon, cofondateur d'Agir pour le cœur des femmes, René Frydman, professeur émérite, Philippe Lagayette, ancien haut fonctionnaire, Claire Mounier-Vehier, cardiologue, cofondatrice d'Agir pour le cœur des femmes, Jean-Daniel Rainhorn, professeur de santé internationale, Bernard Spitz, président des Gracques (lesgracques.fr).

POUR UNE NOUVELLE AMBITION INDUSTRIELLE FRANÇAISE

Juillet 2020 - "Dans presque tous les domaines, la crise du coronavirus aura eu un effet de loupe sur les forces et faiblesses françaises. Nos points forts nous ont permis de tenir. Nos points faibles ont gravement compliqué la tâche de chacun. Ce constat s'applique particulièrement bien à notre industrie : la crise sanitaire a révélé son caractère lacunaire et notre dépendance vis-à-vis de l'étranger."

Le plan des Gracques pour sauver le made in France

Créer une « Darpa à la française » ou repenser le cadre européen des marchés publics : les Gracques, groupe de réflexion de décideurs économiques de tendance sociale-libérale, ont présenté leur plan pour réindustrialiser la France.

Quarante milliards d'euros. Le chiffre annoncé mi-juillet par Jean Cas-

l'aéronautique ou plus récemment de la robotique et de l'intelligence artificielle, en mettant en relation chercheurs, start-up, entreprises, universités et administrations et en finançant les projets jusqu'au volet industriel.

Tout l'inverse de la politique française « trop sectorielle » et « inefficace », avance Frédéric Jenny, qui prêche pour une transposition partielle des méthodes américaines. D'abord, défend-il, les aides de l'Etat

nos marchés publics, une préférence européenne comme le font nos concurrents américains ou chinois ».

Pour les Gracques, cela « pourrait se combiner » avec un principe de réciprocité d'ouverture des marchés publics, par exemple vis-à-vis de la Chine, dont le marché « n'est pas équitablement ouvert aux entreprises européennes ». S'y ajouteraient des « pistes défensives » contre la concurrence étrangère déloyale.

Le think tank plaide pour une

CHALLENGES > ÉCONOMIE

Économie

Challenge^s

Plan de relance: une occasion manquée pour l'industrie?

Les Gracques n'ont pas chômé depuis le début de la crise. Le groupe de réflexion social-libéral, présidé par Bernard Spitz, a démultiplié les notes et tribunes pour " réussir la reprise dès le troisième trimestre ", " vaincre la défense, lever les goulots d'étranglement " ou encore pour " plaider pour la " bonne relance " ". Le Plan gouvernemental annoncé jeudi 3 septembre coche la plupart des cases de leur recommandations. A une exception près : la réindustrialisation de l'économie.

PLAIDOYER POUR LA BONNE RELANCE

Août 2020 - "Les mesures d'urgence économique prises au printemps dernier ont créé une ligne de défense efficace, en « gelant » temporairement l'économie tout en préservant le revenu disponible des ménages grâce au chômage partiel, au fonds de solidarité et aux prêts garantis par l'Etat."

Économie

Plan de relance: une occasion manquée pour l'industrie?

Par Grégoire Pinson le 05.09.2020 à 09h33

ABONNÉS

Le groupe de réflexion social libéral Les Gracques milite pour une réindustrialisation de la France. Mais il craint que le gouvernement ne manque de méthode et de cohérence dans l'exécution de son plan de relance.



Dans son plan de relance, le gouvernement Castex insiste sur la nécessité de relocaliser des industries en France.

PHOTOS : EOLANE/SP

SUR LE MÊME SUJET

- Les économistes jugent le plan de relance cohérent mais insuffisant
- Plan de relance: les maires se disent "en désaccord total" avec le gouvernement
- Impôts de production: "une baisse massive" de 20 milliards d'euros pour relocaliser l'industrie

Les Gracques n'ont pas chômé depuis le début de la crise. Le groupe de réflexion social-libéral, présidé par Bernard Spitz, a démultiplié les notes et tribunes pour « réussir la reprise dès le troisième trimestre », « vaincre la défense, lever les goulots d'étranglement » ou encore pour « plaider pour la « bonne relance » ». Le Plan gouvernemental annoncé jeudi 3 septembre coche la plupart des cases de leur recommandations. A une exception près : la réindustrialisation de l'économie.

Ils saluent certes la baisse annoncée des impôts de production, ces taxes et prélèvements multiples calculés sur le chiffre d'affaires, l'emprise foncière et la masse salariale des sociétés. « C'est une bonne chose que le gouvernement s'attaque à cette fiscalité qui handicape tant les entreprises françaises », relève Philippe Crouzet, patron de Vallourec jusqu'au printemps et qui a dirigé la rédaction, avant l'été, d'une note intitulée « Pour une nouvelle ambition industrielle française ». « Le fait que cette réduction soit assumée va dans le bon sens : il s'agit là de rétablir des éléments de compétitivité pour nos entreprises. Leur ôter un boulet, ce n'est pas leur faire un cadeau, comme on peut l'entendre ici et là » complète Bernard Spitz.

BOURSE > LE 24/12 À 18H05

CAC 40 -0,10% 5522,01

RECHERCHER UNE VALEUR

COMMENCEZ À TRADER > MAINTENANT

PUBLICITÉ

NEWSLETTER CHALLENGES

Entrez votre E-mail

JE M'ABONNE

Économie



Ski: des gérants de magasins de sport jugent leur saison terminée

- Relations post-Brexit: accord conclu entre Londres et l'UE
- L'économie moins touchée par le deuxième confinement
- CGT, FSU et Solidaires appellent à la mobilisation pour l'emploi le 4 février
- Bayer face au sujet brûlant du glyphosate

TOUS LES ARTICLES ÉCONOMIE

À LA UNE CE



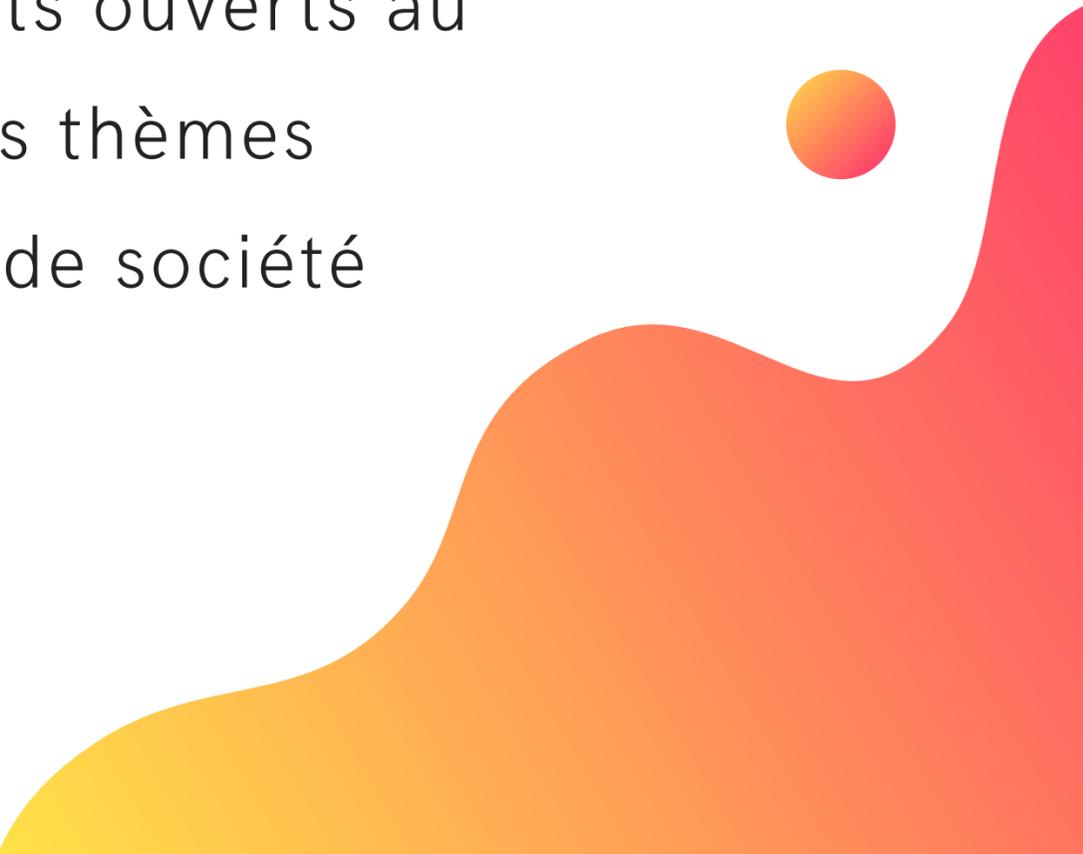
DES ÉVÈNEMENTS



■ Pendant le confinement, **LES GRACQUES** lancent les « cafés Gracques » sur l'appli Zoom. Une centaine d'invités, un ou deux intervenants pour lancer le débat pendant une heure à 8 h 30 le matin. Chacun amène son café (ou son thé). Le but est d'en sortir des propositions constructives pour maintenant ou pour après. Premier invité : le professeur René Frydman, mardi 24 mars prochain.

De mars à décembre 2020

Dix évènements ouverts au public, sur des thèmes d'actualité et de société



UN AN D'E-CAFÉS GRACQUES

#1 - 24 mars

Pr René Frydman,
Jean-Daniel
Rainhorn et Gabriel
Steg
E-café Santé

#2 - 1er avril

David Goodhart
Aux origines du
populisme actuel

#3 - 16 avril

Julien Pouget,
Xavier Timbeau
Crise sanitaire et
croissance en France

#4- 23 avril

Philippe Crouzet,
Lionel Zinsou,
Guillaume Hannezo,
Entreprises: quelle
stratégie après la
crise?

#5- 28 avril

Erik Orsenna,
Pr René Frydman
L'Unité du Vivant

#6 - 5 mai

Nicolas Bouzou,
Gideon Rachman,
Economies FR-UK
dans la crise

#7 - 26 mai

Bruno Bézard,
Michel Fouquin,
COVID et économie
chinoise

#8 - 17 juin

Audrey Pulvar, Lionel
Zinsou, Aïssata Seck,
Pascal Blanchard,
Racisme, Inégalités,
Passé colonial

#9 - 12 novembre

Philippe Aghion,
Le pouvoir de la
destruction créatrice

#10 - 9 décembre

Gilles Babinet,
Refondre les
politiques publiques
avec le numérique

Une participation à l'édition 2020 du **Printemps de l'Économie**



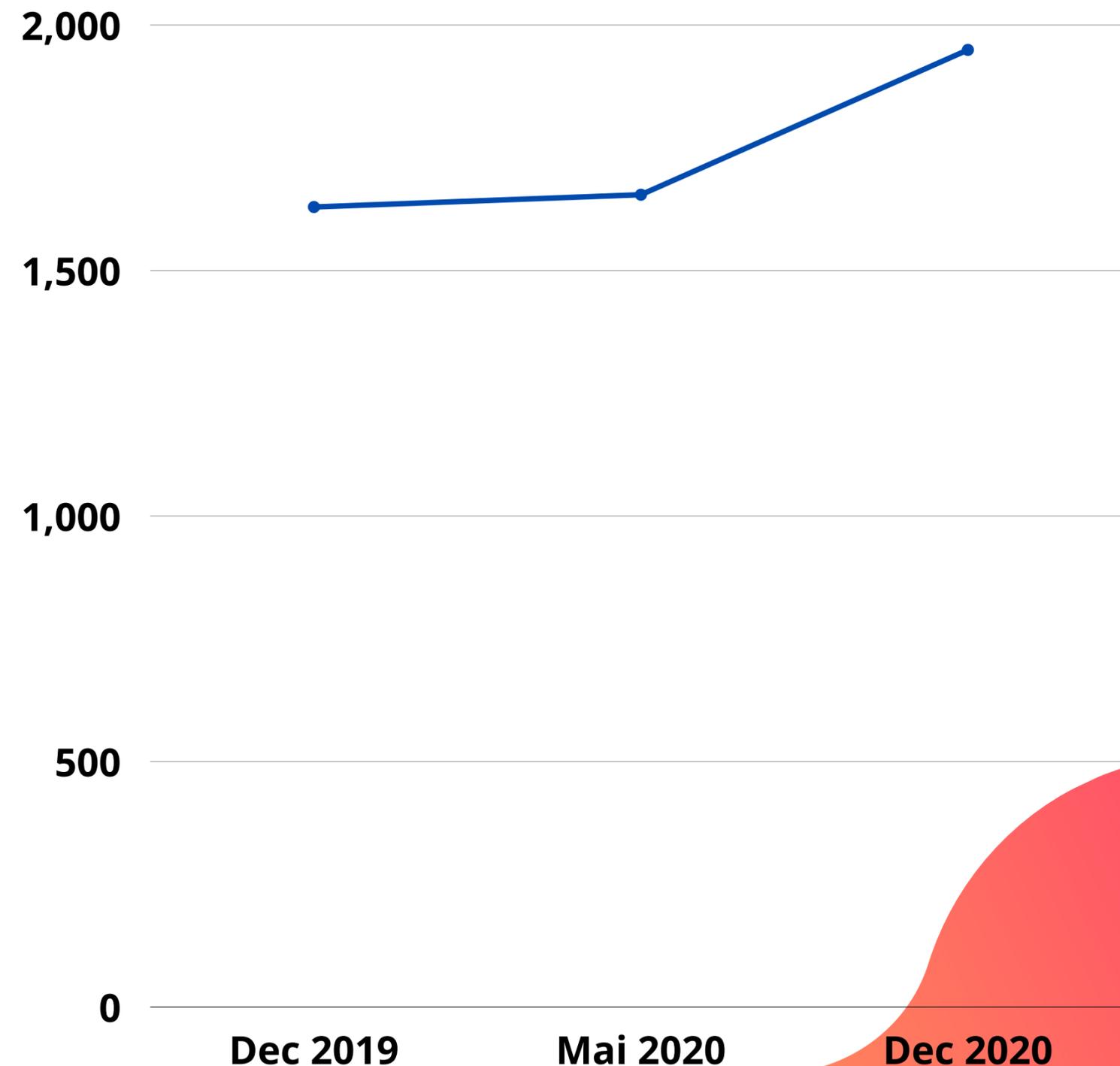


UNE COMMUNAUTÉ

2020, une année de croissance pour les Gracques

+320

Signataires du Manifeste et abonnés à la Newsletter



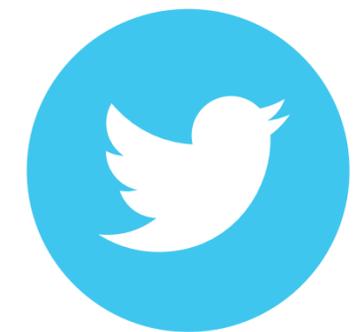
EN 2021...

Soutenez-nous

En faisant un don via notre
page [HelloAsso](#)

Restez en contact

En suivant nos réseaux
[LinkedIn](#) et [Twitter](#)



JE DONNE

et bénéficie d'une

déduction fiscale de
66%



Montant de votre don



Montant réel de votre don
après déduction fiscale

